

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1952 No. 61

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

*Internationale Overeenkomst nopens het gebruik van aanduidingen
van herkomst en benamingen van kaassoorten, met Protocol en
Protocol van ondertekening, en met bijbehorend Protocol
(van 's-Gravenhage van 17 Juli 1951);
Stresa, 1 Juni 1951*

B. TEKST

De Overeenkomst en de Protocollen zijn gesteld in het Frans en
in het Engels. De Franse teksten luiden als volgt:

**Convention Internationale sur l'emploi des appellations d'origine
et dénominations de fromages**

Les Parties Contractantes,
ayant reconnu l'utilité d'une réglementation et d'une coopération
internationales assurant l'emploi loyal des appellations d'origine et
dénominations de fromages,

et, considérant qu'il importe, dès lors, de définir ces appellations
d'origine et dénominations en les accompagnant des caractéristiques
des fromages auxquels elles se réfèrent, de façon à en protéger l'origi-
nalité ainsi que l'emploi et à permettre l'orientation des acheteurs,
sont convenues de ce qui suit:

Article 1

Les Parties Contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures
qui, dans la forme requise par leur législation intérieure, assurent
l'application des principes et dispositions fixés par les articles 2 à 9
ci-après.

Elles s'engagent notamment à prohiber et réprimer sur leur terri-
toire l'emploi, dans les langues du pays ou dans une langue étran-

gère, des appellations d'origine, dénominations et désignations de fromages contraires à ces principes.

Cet engagement vise toutes mentions constituant de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques des fromages, apposées sur ceux-ci ou sur des produits pouvant prêter à confusion avec le fromage, qu'ils soient mis en circulation, importés, entreposés, offerts ou vendus, tant à l'intérieur qu'à l'exportation; il vise aussi les mentions utilisées sur les emballages, factures, lettres de voiture et papiers de commerce, ainsi que dans la publicité, les marques, noms, inscriptions et illustrations.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux marchandises en transit.

Article 2

Le mot „fromage” est réservé au produit fermenté ou non, obtenu par égouttage après coagulation du lait, de la crème, du lait partiellement ou totalement écrémé, ou de leur mélange, ainsi qu'au produit obtenu par concentration partielle du lactosérum ou du babeurre, à l'exclusion, dans tous les cas, de toute addition de matière grasse étrangère au lait.

Les Parties Contractantes s'engagent à supprimer sur leur territoire, dans un délai maximum de deux ans à partir de la ratification de la présente convention, au besoin par la législation, tout emploi du mot „fromage”, seul ou combiné avec d'autres mots, qui n'est pas en conformité du présent article.

Article 3

Les „appellations d'origine” qui font l'objet d'une réglementation nationale de la part des pouvoirs publics réservant leur emploi, sur le territoire d'une Partie Contractante, aux fromages fabriqués ou affinés dans les régions traditionnelles, en vertu d'usages locaux, loyaux et constants, sont énumérées, par pays, dans l'Annexe A; elles sont réservées à titre exclusif à ces fromages, employées seules ou accompagnées soit d'un qualificatif, soit même d'un correctif tel que „type”, „genre”, „façon”, ou autre.

Article 4

Les „dénominations” qui font l'objet d'une réglementation nationale de la part des pouvoirs publics sur le territoire de la Partie Contractante les ayant utilisées la première et dont l'emploi est réservé pour des fromages de caractéristiques définies, sont énumérées par Pays, dans l'Annexe B.

Les caractéristiques des fromages auxquelles s'appliquent ces dénominations sont définies par la Partie Contractante considérée, et doivent porter principalement sur la forme, le poids, les dimensions, le genre et la couleur de la croûte ainsi que de la pâte, de même que sur la teneur en matière grasse du fromage.

Les dénominations de fromages portées à l'Annexe B ne peuvent être transférées à l'Annexe A; elles peuvent être employées par les

autres Parties Contractantes pour désigner exclusivement des fromages fabriqués sur leur territoire et répondant aux caractéristiques définies à l'Annexe B, à condition que la dénomination soit accompagnée de l'indication du Pays de fabrication en caractères identiques, dans leurs types, dimensions et couleurs, à ceux utilisés pour la dénomination.

Article 5

Chacune des Parties Contractantes peut demander l'inscription d'une appellation d'origine ou dénomination de fromage aux Annexes A et B ainsi que tout complément ultérieur auxdites Annexes.

A cet effet, elle notifiera sa requête au Gouvernement de la République Italienne, dépositaire de la présente convention, lequel informera de cette notification tous les membres du Conseil Permanent mentionné ci-après.

La requête et les documents devant l'accompagner seront établis en autant d'exemplaires qu'il existe de Parties Contractantes.

Elle sera accompagnée:

a) pour toute demande d'inscription en Annexe B, du texte dont l'incorporation à ladite Annexe est demandée, d'un mémoire justificatif et de l'avis consultatif de la Fédération Internationale de Laiterie que la Partie Contractante requérante aura préalablement obtenu;

b) pour toute demande d'inscription en Annexe A, de ces mêmes documents et en outre, non seulement du texte de la réglementation nationale mentionnée à l'art. 3 ci-dessus, mais encore de tous documents permettant d'établir que l'appellation d'origine en cause a été employée sur le territoire ou une partie du territoire de la Partie Contractante requérante pour désigner, en vertu d'usages locaux, loyaux et constants, des fromages provenant d'une région délimitée dont ils tirent leurs caractéristiques typiques.

A l'effet d'examiner ces requêtes, il est constitué un Conseil Permanent comprenant un Représentant de chacune des Parties Contractantes, lequel établit ses propres statuts ainsi que ses règles de procédure.

Les inscriptions à l'Annexe A requièrent une majorité des trois quarts de l'ensemble des membres du Conseil Permanent et celles relatives à l'Annexe B la majorité simple.

Le Conseil Permanent statue sur les demandes d'inscription dans un délai maximum de six mois à compter du jour où le Gouvernement Italien a reçu la notification de la Partie Contractante requérante et le Gouvernement de la République Italienne notifie la décision à chacune des Parties Contractantes.

Pour leur marché intérieur, un délai maximum de deux ans à compter de l'inscription nouvelle est accordé aux Parties Contractantes pour leur permettre de se conformer aux obligations nouvelles qui en résultent; celle des Parties Contractantes qui désire se mettre au bénéfice de cette disposition notifie sa décision au Gouvernement

de la République Italienne qui en informe les Membres du Conseil Permanent.

Article 6

Les fromages destinés à l'exportation doivent porter les mentions ci-après:

a) l'indication du pays de fabrication;
 b) le pourcentage minimum de matière grasse sur sec, étant entendu que pour les fromages contenant au moins 45 % de matière grasse sur sec, l'indication de pourcentage pourra être remplacée par la mention „gras”;

Pour les fromages vendus emballés, ces mentions, lorsqu'elles ne peuvent être apposées sur le fromage même, le seront sur l'emballage du fromage dans l'état où celui-ci est présenté au consommateur.

En outre, les documents se rapportant aux fromages doivent porter la dénomination du fromage.

Article 7

Le mot „fromage” de même que toute appellation d'origine ou dénomination de fromage employée pour désigner le produit de la fonte du fromage doivent être accompagnés du qualificatif „fondu”.

L'expression „fromage fondu” est réservée au produit de la fonte d'un fromage ou d'un mélange de fromages avec addition éventuelle d'autres produits laitiers, y compris lait en poudre, caséine ou concentré de petit-lait avec ou sans adjonction de sels minéraux, épices et aromates ou encore, lorsqu'elle est autorisée par la législation nationale, avec adjonction éventuelle de vitamines; enfin, peuvent être ajoutés des sels dissolvants et émulsionnants, dans une proportion ne pouvant dépasser 3 % du poids total.

L'adjonction de jambon maigre au fromage fondu est autorisée, à condition que le fromage soit clairement dénommé „fromage fondu au jambon”.

L'emploi d'une appellation d'origine mentionnée à l'art. 3 ci-dessus est autorisé pour un fromage fondu à condition que celui-ci soit obtenu par la fonte du seul fromage naturel dont l'appellation d'origine est utilisée.

L'emploi d'une dénomination mentionnée à l'art. 4 ci-dessus est autorisé pour un fromage fondu dans lequel 75 % au minimum du fromage employé est constitué par celui dont la dénomination est utilisée, tout fromage de complément devant être de qualité similaire.

Les fromages fondus ne doivent pas présenter les formes et, en même temps, les caractéristiques extérieures des fromages visés par la présente Convention; cette réserve ne s'applique pas à la forme rectangulaire qui peut être donnée aux fromages fondus qui ne présentent pas les caractéristiques extérieures des fromages naturels.

Article 8

Les mentions devant figurer sur l'emballage de fromages fondus, outre celles prévues à l'art. 6 ci-dessus, sont la date de fabrication

(sous forme de code ou non) et l'indication du poids net minimum du fromage départ usine sans aucun emballage.

Sur les emballages contenant plusieurs petites unités ou portions, le poids total et les autres mentions requises peuvent être apposées sur ces emballages seulement.

Article 9

Toute contestation portant sur l'interprétation des clauses de la présente Convention ou sur des difficultés d'application qui n'aurait pu être résolue par voie de négociations directes, sera portée devant le Conseil Permanent dont il est question à l'art. 5 ci-dessus.

Le Conseil, après consultation de la Fédération Internationale de Laiterie et tenant compte de tous documents et éléments probatoires utiles, procédera à un essai de conciliation; en cas d'insuccès et après avoir épuisé tous moyens d'entente, les Parties Contractantes intéressées conservent le droit de recourir en dernière instance à la Cour Internationale de Justice.

Les Gouvernements intéressés s'engagent à supporter en commun les frais de la procédure.

Article 10

Le présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés dès que possible auprès du Gouvernement de la République Italienne, qui notifiera la date de ces dépôts à chaque Gouvernement signataire.

La présente Convention entrera en vigueur trente jours après le dépôt effectué, par quatre Etats signataires, de leurs instruments de ratification. Elle entrera en vigueur pour chacun des autres Etats signataires trente jours après le dépôt de son instrument de ratification.

Après son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à tout Etat. L'adhésion deviendra effective par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République Italienne, qui notifiera à chaque signataire et à l'Etat adhérent la date du dépôt dont il s'agit. La présente Convention entrera en vigueur, au regard de tout Etat au nom duquel un instrument d'adhésion sera déposé, trente jours après la date du dépôt de cet instrument.

Article 11

La présente Convention pourra être dénoncée par chaque Partie Contractante après l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

La dénonciation de la Convention par une Partie Contractante se fera par notification écrite adressée par cette Partie au Gouvernement de la République Italienne, qui informera toutes les autres Parties Contractantes de cette notification et de la date de sa réception.

La dénonciation aura effet un an après réception de sa notification par le Gouvernement de la République Italienne. Après l'expiration de

cette période d'un an, la Convention cessera d'être en vigueur pour la Partie qui l'aura dénoncée, mais restera en vigueur entre les autres Parties Contractantes.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

FAIT à Stresa ce premier jour de juin 1951 en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la République Italienne. Le Gouvernement de la République Italienne en transmettra des copies authentiques à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Autriche:

(a. r.) E. M. WUNDER

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

T. BULL ¹⁾

Pour la France:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Pour l'Italie:

ANTONIO PENNETTA

Pour la Norvège:

INGE MORK ²⁾

Pour les Pays-Bas:

P. N. BOEKEL ³⁾

Pour la Suède:

INGE MORK ⁴⁾

Pour la Suisse:

LANGHARD

¹⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van artikel 4, lid 2 (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is ingetrokken op 23 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

²⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van artikel 4, lid 2 (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is vervallen door de bekrachtiging op 31 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

³⁾ Deze ondertekening is geschied op 18 Juli 1951.

⁴⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van artikel 4, lid 2 (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Dit laatste voorbehoud is ingetrokken bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

PROTOCOLE

Les Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit:

I. Celles des Parties Contractants dont la législation impose l'emploi de la dénomination discriminatoire „fromage à la margarine” sont autorisées à continuer à employer cette dénomination seulement pour leur marché intérieur et pour les échanges de ce produit auxquels elles peuvent procéder entre elles ou avec les Pays non contractants.

II. La disposition de l'art. 3 de la Convention doit s'appliquer seulement aux fromages fabriqués avec du lait autre que du lait de vache.

Toutefois, les „appellations d'origine” des fromages indiqués ci-dessous, fabriqués avec du lait de vache doivent jouir de la protection visée à l'art. 3, en ce qui concerne l'appellation d'origine desdits fromages sur les marchés intérieurs des Parties Contractantes, ainsi que dans leur commerce réciproque, sous bénéfice, pour leurs marchés intérieurs, du délai d'application prévu au dernier alinéa de l'article 5 de la Convention.

Dans leur commerce avec les Pays n'adhérant pas à la présente Convention ces appellations d'origine de fromages peuvent être employées, à condition que l'indication du Pays de fabrication soit ajoutée.

Les Parties Contractantes conviennent que, trois ans après la signature de la présente Convention:

a) les appellations d'origine indiquées ci-dessous seront de l'usage exclusif du Pays d'origine du fromage, comme si l'appellation d'origine de ce fromage était comprise dans l'Annexe A, sous réserve qu'aient été fournis les documents probatoires prévus aux art. 3 et 5 (lettre b) de la Convention;

b) le Pays dépositaire de la Convention convoque, dans le plus bref délai possible, la présente Conférence diplomatique en une nouvelle session qui, à la lumière de l'expérience acquise en vertu de la présente Convention aura pour but de modifier la restriction susmentionnée relative à l'application de l'article 3 de la Convention.

Gorgonzola (Italie)

Parmigiano Reggiano (Italie)

III. En dérogation à la procédure instituée par l'art. 5 de la présente Convention en vue de l'inscription aux Annexes A et B, les Parties Contractantes considèrent que l'inscription auxdites Annexes des appellations d'origine et dénominations de fromages ci-après est justifiée à condition que la Partie Contractante intéressée ait fourni les documents mentionnés aux art. 3, 4 et 5 de la Convention:

En Annexe A

Roquefort (France)
Pecorino Romano (Italie)

En Annexe B

Camembert (France)
Brie (France)
Saint-Paulin (France)
Fontina (Italie)
Fiore Sardo (Italie)
Asiago (Italie)
Provolone (Italie)
Caciocavallo (Italie)
Emmental (Suisse)
Sbrinz (Suisse)
Gruyère (Suisse et France)
Gudbrandsdalsost (Norvège)
Nokkelost (Norvège)
Samsoe (Danemark)
Maribo (Danemark)
Danoe (Danemark)
Svecia (Suède)
Herregaards (Suède)
Pinzgauer Bergkaese (Autriche)

IV. Sous réserve que les appellations d'origine et dénominations soient employées conformément aux dispositions de la présente Convention, les Parties Contractantes sont autorisées à déroger aux obligations de marquage prévues aux articles 6 et 8 dans leur commerce avec des Pays non-contractants lorsque la réglementation ou la situation sur ces marchés le rend nécessaire.

S'il advient que, pour l'exportation vers un Pays non contractant, l'emploi du nom d'un fromage, assimilé au paragraphe II du présent protocole au régime de l'art. 3 de la Convention est une conséquence inévitabile de la situation créée par la réglementation de ce Pays, les Parties Contractantes se donnent mutuellement l'assurance qu'elles s'accorderont respectivement des dérogations exceptionnelles pendant qu'elles s'efforceront — comme elles s'y engagent — de résoudre rapidement la difficulté cause de ces dérogations.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Stresa ce premier jour de juin 1951 en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la République Italienne. Le Gouvernement de la République Italienne en trans-

mettra des copies authentiques à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Autriche:

(a. r.) E. M. WUNDER

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

T. BULL¹⁾

Pour la France:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Pour l'Italie:

ANTONIO PENNETTA

Pour la Norvège:

INGE MORK²⁾

Pour les Pays-Bas:

P. N. BOEKEL³⁾

Pour la Suède:

INGE MORK⁴⁾

Pour la Suisse:

LANGHARD

¹⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van afdeling II (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is ingetrokken op 23 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

²⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van afdeling II (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is vervallen door de bekrachtiging op 31 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

³⁾ Deze ondertekening is geschied op 18 Juli 1951.

⁴⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van afdeling II (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Dit laatste voorbehoud is ingetrokken bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Les Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit:

I. Les Représentants des quatre Etats ci-après: Autriche, Danemark, Norvège, Suède déclarent signer la présente Convention et son Protocole „ad referendum”. D'entente avec les quatre Etats susmentionnés il est convenu que dans un délai de deux mois à dater de la signature de la présente Convention ces Etats feront connaître individuellement leur décision à ce sujet au Gouvernement de la République Italienne.

II. Les Représentants des trois Etats ci-après: Danemark, Norvège, Suède déclarent signer la présente Convention et son Protocole avec réserves spéciales quant aux deux dispositions qui suivent:

- a) Deuxième alinéa de l'Article 4 de la Convention.
- b) Section II du Protocole annexé à la Convention.

III. Les autres Parties Contractantes déclarent ne pas accepter les réserves mentionnées sous chiffre II lettres a) et b) ci-dessus et sont convenues de la procédure suivante à leur sujet:

A) En ce qui concerne la réserve formulée au deuxième alinéa de l'Article 4 de la Convention il est convenu qu'une Conférence réunira les Représentants des Gouvernements des Etats ayant signé ladite Convention au moment où se tiendra cette Conférence et qu'elle aura lieu dans la seconde quinzaine de juillet 1951, à la Haye, pour autant que le Gouvernement des Pays-Bas donne son agrément à ce choix: elle aura pour fin de chercher une solution au problème qui a donné lieu à l'enregistrement de ladite réserve;

un délai de trois mois à dater de la signature de la présente Convention est accordé aux trois Etats ayant formulé la réserve pour faire connaître individuellement au Gouvernement de la République Italienne s'ils la lèvent ou la maintiennent.

B) En ce qui concerne la réserve formulée quant à la Section II du Protocole de la Convention, il est convenu qu'un délai de trois mois à dater de la signature de la présente Convention est accordé aux Etats l'ayant formulée pour faire connaître individuellement au Gouvernement de la République Italienne s'ils la lèvent ou la maintiennent.

C) La qualité de Partie Contractante sera reconnue à ceux des trois Etats ayant formulé des réserves qui les auront toutes deux levées.

IV. Les Parties Contractantes sont convenues en outre d'admettre à la signature de la présente Convention les Etats qui ont été invités

à la Conférence Diplomatique de Stresa, ont pris part à ses travaux et n'ont pas signé la Convention ce jour.

Ces Etats sont la Belgique, les Pays-Bas et le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Pour être valable leur signature devra être donnée à Rome au Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne le 15 juin 1951 au plus tard.

Dès le 16 juin 1951 toute adhésion à la présente Convention sera réglée par les dispositions de l'Article 10 de la Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole de Signature.

FAIT à Stresa ce premier jour de juin 1951 en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la République Italienne. Le Gouvernement de la République Italienne en transmettra des copies authentiques à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Autriche:

(a. r.) E. M. WUNDER

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

T. BULL

Pour la France:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Pour l'Italie:

ANTONIO PENNETTA

Pour la Norvège:

INGE MORK

Pour les Pays-Bas:

P. N. BOEKEL ¹⁾

Pour la Suède:

INGE MORK

Pour la Suisse:

LANGHARD

¹⁾ Deze ondertekening is geschied op 18 Juli 1951.

PROTOCOLE

Les Parties Contractantes, à l'exception de l'Autriche non représentée ici, signataires, en date du 1er juin 1951 à Stresa, de la Convention Internationale sur l'Emploi des Appellations d'origine et Dénominations de Fromages, ainsi que les Pays-Bas, sont convenues de ce qui suit:

I. Le délai accordé par le paragraphe I du Protocole de Signature aux quatre Etats ayant donné leur signature „ad referendum” est prolongé jusqu'au 1er septembre 1951.

II. Les deux réserves faisant l'objet des paragraphes II et III du Protocole de Signature sont levées par les Etats les ayant formulées, en conséquence de quoi ces Etats, soit le Danemark, la Norvège et la Suède sont reconnues Parties Contractantes à la Convention.

III. En ce qui concerne le deuxième alinéa de l'Article 4 de la Convention, il est précisé ce qui suit:

a) au cas où les Parties Contractantes ci-après: Danemark, Norvège et Suède, conformément aux dispositions de l'Article 4 de la Convention, utiliseraient une dénomination, inscrite en Annexe *B* par une autre Partie Contractante en vertu du Protocole du 1er juin 1951 et du présent Protocole, elles bénéficieront d'un délai de trois ans, à dater de ce jour, pour adapter la teneur en matière grasse de leur fromage à celle mentionnée dans les caractéristiques devant figurer à l'Annexe *B*;

b) conformément à l'interprétation donnée à l'Article 4 de la Convention lors de la Conférence de Stresa, la protection accordée aux dénominations aux termes du dit article n'empêche par de donner de nouvelles dénominations à des fromages présentant les mêmes caractéristiques que celles qui seront inscrites pour un fromage inclus préalablement à l'Annexe *B*; ces nouvelles dénominations pourront être inscrites en Annexe *B* selon la procédure prévue à l'Article 5 de la Convention; il est cependant souhaitable que les caractéristiques se référant à ces nouvelles dénominations diffèrent le plus possible de celles déjà inscrites en Annexe *B*, étant entendu qu'une différence dans les limites fixées pour la teneur en matière grasse est considérée comme une distinction suffisante.

IV. Le terme du délai fixé au paragraphe IV du Protocole de Signature, au cours duquel les trois Etats ci-après: Belgique, Pays-Bas et Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord sont admis à la signature de la Convention est reporté de quatre mois, soit au 15 octobre 1951.

V. Les adjonctions et la modification suivantes sont apportées à la liste des dénominations de fromages indiquées au Protocole de la Convention sous paragraphe III, pour être inscrites en Annexe B:

(a) *adjonctions:*

Gouda (Pays-Bas)
 Edam (Pays-Bas)
 fromage de Leyde (Pays-Bas)
 fromage de Frise (Pays-Bas)
 Fynbo (Danemark)
 Elbo (Danemark)
 Tybo (Danemark)
 Havarti (Danemark)
 Danablu (Danemark)
 Marmora (Danemark)
 Ädelost (Suède)
 (Noblecheese)

(b) *modification:*

Danbo (Danemark) en remplacement de Danoe.

VI. Il est précisé que la disposition de l'alinéa deuxième de l'Article 2 de la Convention s'applique à l'emploi du mot „fromage” pour désigner des produits laitiers ou pouvant prêter à confusion avec le fromage au sens des dispositions contenues aux Articles 1, 2 et 7 de la Convention et non à l'emploi extensif qui en est fait pour désigner, par exemple, des produits carnés tels que le „fromage de porc” ou „fromage de tête”.

VII. Le présent Protocole est ouvert à la signature de l'Autriche, de la Belgique et du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord jusqu'au 15 octobre 1951.

VIII. Le présent Protocole fait partie intégrante de la Convention et des Protocoles signés à Stresa le 1er juin 1951 et est soumis aux mêmes clauses établies aux dits Actes.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Protocole.

FAIT à La Haye ce dix-huit juillet 1951 en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la République Italienne. Le Gouvernement de la République Italienne en transmettra des copies authentiques à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

T. LOHSE

Pour la France:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Pour l'Italie:

ANTONIO PENNETTA

Pour la Norvège:

INGE MORK

Pour les Pays-Bas:

P. N. BOEKEL

Pour la Suède:

E. CARLBERG

Pour la Suisse:

LANGHARD

C. VERTALING

Internationale Overeenkomst nopens het gebruik van de aanduidingen van herkomst en van de benamingen van kaassoorten

De Overeenkomstsluitende Partijen,

Het nut erkend hebbende van een internationale regeling en samenwerking om het rechtmatig gebruik van de aanduidingen van herkomst en van de benamingen van kaas te waarborgen,

Overwegende, dat het van belang is, in den vervolge deze aanduidingen van herkomst en deze benamingen te definiëren, zulks onder vermelding van de onderscheidene kenmerkende eigenschappen van de kaas, teneinde de oorspronkelijkheid en het gebruik ervan te beschermen en de voorlichting der afnemers mogelijk te maken,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich alle maatregelen te nemen welke, in de door haar binnenlandse wetgeving vereiste vorm, de toepassing verzekeren van de beginselen en maatregelen, vastgesteld in de hieronder volgende artikelen 2 tot en met 9.

Zij verbinden zich met name, op haar grondgebied te verbieden en te onderdrukken het gebruik, in de talen van het land zelf of in een vreemde taal, van aanduidingen van herkomst, benamingen en aanduidingen van kaas, welke in strijd zijn met deze beginselen.

Deze verbintenis betreft alle vermeldingen houdende onjuiste aanduidingen omtrent herkomst, soort, aard of specifieke eigenschappen van de kaas, aangebracht op deze kaas of op producten die voor kaas zouden kunnen worden gehouden en in de handel gebracht, ingevoerd, in opslag gehouden, aangeboden of verkocht worden, onverschillig of deze voor het land zelf of voor uitvoer bestemd zijn; zij betreft ook de vermeldingen, gebezigd op verpakkingen, facturen, vrachtbrieven en handelsdocumenten alsmede in reclame, merken, namen, opschriften en afbeeldingen.

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op goederen in transitio.

Artikel 2

Het woord „kaas” wordt slechts gebruikt voor het al of niet gerijpte product dat, na de stremming van de melk, de room, de geheel of gedeeltelijk afgeroomde melk of een mengsel hiervan, door aflopen van de wei verkregen wordt, alsmede voor het product, verkregen door gedeeltelijke concentratie van melkserum of karnemelk, in ieder geval zonder toevoeging van enig vet dat aan melk vreemd is.

De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich, binnen een tijdperk van ten hoogste twee jaren na de bekrachtiging van deze Overeenkomst, voorzover nodig door middel van wettelijke maatregelen, op haar grondgebied ieder gebruik van het woord „kaas”, alleen of tezamen met andere woorden, dat niet in overeenstemming is met dit artikel, te verbieden.

Artikel 3

De „aanduidingen van herkomst” die het onderwerp vormen van door officiële instanties te treffen nationale regelingen en waarvan het gebruik binnen het eigen grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen is beperkt tot kaassoorten, vervaardigd of gerijpt in de traditionele gebieden volgens plaatselijk, rechtmatig en constant gebruik, zijn voor ieder land afzonderlijk in Bijlage A opgenomen. Zij worden uitsluitend voor deze kazen gebruikt, alleen of tezamen met een nadere aanduiding, of gecorrigeerd door toevoegingen als: „type”, „soort”, „model” enz.

Artikel 4

De „benamingen”, waarvoor wettelijke regelingen zijn getroffen op het grondgebied van die Overeenkomstsluitende Partij welke als eerste deze benamingen heeft gebruikt en deze uitsluitend gebruikt voor die kaassoorten welke specifieke kenmerken hebben, worden in Bijlage B voor ieder land afzonderlijk genoemd.

De kenmerken van de kazen, waarop deze benamingen betrekking hebben, worden omschreven door de betreffende Overeenkomstsluitende Partij en zullen hoofdzakelijk betrekking hebben op het model, het gewicht, de omvang, het type en de kleur van korst en zuivel, evenals op het vetgehalte van de kaas.

De kaas-benamingen, opgenomen in Bijlage B, mogen niet worden overgebracht naar Bijlage A; zij mogen door de andere Overeenkomstsluitende Partijen uitsluitend worden gebruikt voor het aanduiden van kaassoorten welke op hun grondgebied worden vervaardigd en de kenmerken vertonen, omschreven in Bijlage B, mits de benamingen vergezeld gaan van een aanduiding van het land waar zij vervaardigd worden; deze dient te worden aangebracht in letters waarvan het type, de grootte en de kleur gelijk zijn aan die welke zijn gebruikt voor de benaming.

Artikel 5

Iedere Overeenkomstsluitende Partij mag een verzoek indienen tot het opnemen in Bijlage A of B van een „aanduiding van herkomst” of benaming van een kaassoort of van toevoegingen aan deze bijlagen.

Te dien einde brengt zij haar verzoek ter kennis van de Regering der Italiaanse Republiek, bij wie deze Overeenkomst is nedergelegd, en die aan alle leden van de hierna genoemde Permanente Raad van dit verzoek mededeling zal doen.

Zowel het verzoek als de begeleidende documenten dienen te worden ingezonden in zoveel exemplaren als er Overeenkomstsluitende Partijen zijn.

Alle verzoeken tot opneming

a) in Bijlage B dienen vergezeld te gaan van de in de Bijlage op te nemen tekst, een omschrijving van de aanleiding tot het verzoek en het advies van de Internationale Zuivelbond, dat de Overeenkomstsluitende Partij van te voren heeft ingewonnen;

b) in Bijlage A dienen vergezeld te gaan van dezelfde documenten, en daarenboven zowel van de tekst der binnenlandse wettelijke bepalingen genoemd in artikel 3, als van alle documenten waaruit blijkt, dat de betreffende „aanduiding van herkomst” op een deel van of op het gehele grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij, volgens plaatselijk, rechtmatig en constant gebruik wordt gebezigd om kazen, afkomstig uit een bepaalde streek en met specifieke, oorspronkelijke kenmerken van die streek, aan te duiden.

Voor het onderzoeken van deze aanvragen wordt een Permanente Raad ingesteld, welke zal bestaan uit één vertegenwoordiger van elk der Overeenkomstsluitende Partijen. Deze Permanente Raad zal zelf zijn Statuten en Huishoudelijk Reglement vaststellen.

Alle opnemingen in Bijlage A vereisen een meerderheid van drie vierden van alle leden van de Permanente Raad en die in Bijlage B een volstreekte meerderheid.

De Permanente Raad beslist over een verzoek tot opneming uiterlijk binnen een periode van zes maanden na de datum waarop de Italiaanse Regering zulk een verzoek van de betreffende Overeenkomstsluitende Partij heeft ontvangen. De Regering van de Italiaanse Republiek zal elk der Overeenkomstsluitende Partijen van de beslissing in kennis stellen.

Wat betreft haar binnenlandse afzetmarkten zal een maximum periode van 2 jaar, met ingang van de dag der nieuwe opneming, aan de Overeenkomstsluitende Partijen worden toegestaan, ten einde haar gelegenheid te geven zich in te stellen op de nieuwe verplichtingen welke uit deze opneming voortvloeien. De Overeenkomstsluitende Partij die wenst gebruik te maken van deze bepaling, stelt hiervan de Regering der Italiaanse Republiek in kennis; deze doet daarvan mededeling aan de Leden van de Permanente Raad.

Artikel 6

Op voor export bestemde kazen moet het volgende worden vermeld:

- a) het land van fabricage;
- b) het minimum gegarandeerde vetgehalte in de droge stof.

Voor kazen welke ten minste 45 % vet in de droge stof bevatten, kan de aanduiding van het percentage vervangen worden door het woord „volvet”.

Bij verpakte kaas moeten deze gegevens, voor zover zij niet op de kaas zelf kunnen worden aangebracht, vermeld staan op de verpakking van de kaas, zoals deze aan de consument wordt afgeleverd.

Bovendien moet op de documenten welke op de kaas betrekking hebben, de naam van de kaas vermeld staan.

Artikel 7

Aan het woord „kaas” alsmede aan iedere aanduiding van herkomst en aan iedere benaming van kaas, gebruikt om het product dat verkregen wordt door het smelten van kaas aan te duiden, moet het woord „gesmolten” worden toegevoegd.

De term „gesmolten kaas” wordt uitsluitend gebruikt voor het product dat verkregen wordt door het smelten van één enkele kaas-soort of van een mengsel van kaassoorten, eventueel onder toevoeging van andere zuivelproducten, met inbegrip van melkpoeder, caseïne of ingedikte wei met of zonder minerale zouten, kruiden en aromatische stoffen, of eventueel onder toevoeging van vitaminen, indien zulks door de wettelijke bepalingen van het betreffende land is toegestaan. Verder kunnen worden toegevoegd oplossingen bevorde-

rende en emulgerende zouten tot een percentage van ten hoogste 3 % van het totale gewicht.

Toevoeging van magere ham aan de gesmolten kaas is slechts dan toegestaan, wanneer de kaas duidelijk aangeduid wordt met de naam „gesmolten kaas met ham”.

Het gebruik van een aanduiding van herkomst als bedoeld in artikel 3 is slechts dan voor gesmolten kaas toegestaan, indien deze uitsluitend is verkregen door het smelten van slechts één natuurkaas, waarvan de aanduiding van herkomst gebruikt wordt.

Het gebruik van een benaming als bedoeld in artikel 4 is slechts dan voor gesmolten kaas toegestaan, wanneer deze voor tenminste 75 % bestaat uit de kaas waarvan de benaming wordt gebruikt, terwijl alle andere daarin verwerkte kaassoorten van soortgelijke kwaliteit moeten zijn.

Gesmolten kaas mag niet het model en tegelijkertijd de uiterlijke kenmerken van de door deze Overeenkomst bedoelde kaassoorten vertonen; dit geldt echter niet voor het rechthoekige model dat gegeven wordt aan de gesmolten kaassoorten, die niet de uiterlijke kenmerken van de natuurkaas vertonen.

Artikel 8

Behalve de in artikel 6 genoemde gegevens dient op de verpakking van de gesmolten kaas bovendien nog te worden vermeld: de datum van de fabricage (al dan niet in codevorm) en het minimum nettogewicht van de kaas bij het verlaten van de fabriek zonder verpakking.

Wanneer verpakkingen een aantal kleine eenheden of porties bevatten, mogen het totale gewicht en alle overige vereiste gegevens worden aangegeven op deze verpakkingen alleen.

Artikel 9

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging van de bepalingen van deze Overeenkomst of tot moeilijkheden, voortvloeiende uit de toepassing daarvan, dat niet door rechtstreekse onderhandelingen zou kunnen worden opgelost, zal voor de in artikel 5 genoemde Permanente Raad worden gebracht.

De Raad zal, na overleg met de Internationale Zuivelbond, en rekening houdend met alle desbetreffende documenten en ter zake dienende gegevens, pogen een vergelijk te treffen. Wanneer de Raad niets onbeproefd heeft gelaten om tot een verzoening te geraken en daar nochtans niet in slaagt, behouden de belanghebbende Overeenkomstsluitende Partijen zich het recht voor, deze kwestie in laatst instantie aanhangig te maken bij het Internationale Gerechtshof.

De betrokken Regeringen verbinden zich gemeenschappelijk de kosten van het proces te dragen.

Artikel 10

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd, en de akten van bekrachtiging zullen zo spoedig mogelijk worden nedergelegd bij de Regering van de Italiaanse Republiek, die elk der ondertekenende Regeringen van de datum van deze nederleggingen in kennis zal stellen.

Deze Overeenkomst zal in werking treden dertig dagen nadat de akten van bekrachtiging van vier ondertekenende Staten zijn nedergelegd. Voor elk der andere ondertekenende Staten zal zij in werking treden dertig dagen nadat deze hun akte van bekrachtiging hebben nedergelegd.

Na de inwerkingtreding staat deze Overeenkomst voor iedere Staat ter toetreding open. De toetreding wordt van kracht wanneer de akte van toetreding is nedergelegd bij de Regering van de Italiaanse Republiek, die iedere ondertekenende en toetredende Staat van de datum waarop de betreffende akte is nedergelegd, in kennis stelt. Deze Overeenkomst zal, voor de Staat in wiens naam een akte van toetreding zal worden nedergelegd, in werking treden dertig dagen na de dag waarop deze akte wordt nedergelegd.

Artikel 11

Deze Overeenkomst kan door iedere Overeenkomstsluitende Partij na afloop van een termijn van drie jaren na de dag van haar inwerkingtreding worden opgezegd.

De opzegging van de Overeenkomst door een Overeenkomstsluitende Partij geschiedt bij schriftelijke kennisgeving, door deze Partij gericht tot de Regering van de Italiaanse Republiek, die aan alle andere Overeenkomstsluitende Partijen van deze kennisgeving en van de datum van ontvangst daarvan mededeling doet.

De opzegging gaat in één jaar na ontvangst van de kennisgeving door de Regering van de Italiaanse Republiek. Na afloop van deze termijn van één jaar, is de Overeenkomst voor de Partij die de Overeenkomst heeft opgezegd niet langer van kracht, maar zij blijft van kracht tussen de andere Overeenkomstsluitende Partijen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidene Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Stresa de eerste Juni 1951, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één enkel exemplaar, dat in de archieven van de Regering van de Italiaanse Republiek zal worden nedergelegd. De Regering van de Italiaanse Republiek zal aan alle ondertekenende en tot deze Overeenkomst toetredende Regeringen gewaarmerkte afschriften doen toekomen.

Voor Oostenrijk:

(a. r.) E. M. WUNDER

Voor België:

Voor Denemarken:

T. BULL ¹⁾

Voor Frankrijk:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Voor Italië:

ANTONIO PENNETTA

Voor Noorwegen:

INGE MORK ²⁾

Voor Nederland:

P. N. BOEKEL ³⁾

Voor Zweden:

INGE MORK ⁴⁾

Voor Zwitserland:

LANGHARD

¹⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van artikel 4, lid 2 (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is ingetrokken op 23 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

²⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van artikel 4, lid 2 (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is vervallen door de bekrachtiging op 31 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

³⁾ Deze ondertekening is geschied op 18 Juli 1951.

⁴⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van artikel 4, lid 2 (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Dit laatste voorbehoud is ingetrokken bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

PROTOCOL

De Overeenkomstsluitende Partijen zijn het volgende overeengekomen:

I. Die Overeenkomstsluitende Partijen, wier wettelijke regelingen het gebruik van de discriminerende omschrijving „margarinekaas” voorschrijven, zijn gerechtigd deze benaming te blijven gebruiken, echter alleen voor haar binnenlandse markt, in hun onderling handelsverkeer, of met niet-overeenkomstsluitende Landen.

II. Het bepaalde in artikel 3 van de Overeenkomst is alleen van toepassing op kaassoorten, gemaakt van andere melk dan koemelk.

De „aanduidingen van herkomst” van de hierna te noemen kaassoorten, gemaakt van koemelk, vallen evenwel onder de bescherming, beoogd in artikel 3, voor wat betreft de aanduiding van herkomst van deze kaassoorten op de binnenlandse markten van de Overeenkomstsluitende Partijen en in de handel tussen die Landen onderling, met inachtneming, wat haar binnenlandse markten betreft, van de in de laatste alinea van artikel 5 van de Overeenkomst bedoelde periode van aanpassing.

Deze aanduidingen van herkomst voor kaas mogen worden gebruikt in het handelsverkeer met de niet tot deze Overeenkomst toegetroden Landen, mits daarbij het Land van fabricage wordt aangegeven.

De Overeenkomstsluitende Partijen komen overeen dat, drie jaar na de ondertekening van deze Overeenkomst:

a) de hierna te noemen aanduidingen van herkomst uitsluitend door het Land van herkomst van de kaas zullen worden gebruikt, als ware de aanduiding van herkomst van deze kaas in Bijlage A vermeld, mits het bewijsmateriaal, bedoeld in artikel 3 en 5 onder punt *b* van de Overeenkomst, zal zijn overgelegd;

b) het Land waar de Overeenkomst is nedergelegd, zo spoedig mogelijk deze Diplomatieke Conferentie zal bijeenroepen voor een volgende zitting welke, in het licht van de met deze Overeenkomst opgedane ervaring, ten doel zal hebben de hierboven genoemde beperking betreffende de toepassing van artikel 3 van de Overeenkomst te wijzigen.

Gorgonzola (Italië)

Parmigiano Reggiano (Italië)

III. In afwijking van de in artikel 5 van deze Overeenkomst voorgeschreven procedure voor de opneming in de Bijlagen A en B is, naar de mening van de Overeenkomstsluitende Partijen, opneming van aanduidingen van herkomst en benamingen van de hierna te noemen kaassoorten toegelaten, op voorwaarde, dat de betrokken Overeenkomstsluitende Partij de in de artikelen 3, 4 en 5 bedoelde documenten heeft overgelegd:

In Bijlage A:

Roquefort (Frankrijk)
Pecorina Romano (Italië)

In Bijlage B:

Camembert (Frankrijk)
Brie (Frankrijk)
Saint-Paulin (Frankrijk)
Fontina (Italië)
Fiore Sardo (Italië)
Asiago (Italië)
Provolone (Italië)
Caciocavallo (Italië)
Emmental (Zwitserland)
Sbrinz (Zwitserland)
Gruyère (Zwitserland)
Gudbrandsdalsost (Noorwegen)
Nokkelost (Noorwegen)
Samsøe (Denemarken)
Maribo (Denemarken)
Danoe (Denemarken)
Svecia (Zweden)
Herregaards (Zweden)
Pinzgauer Bergkaese (Oostenrijk)

IV. Op voorwaarde dat de aanduidingen van herkomst en de benamingen gebruikt worden overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst, zijn de Overeenkomstsluitende Partijen in haar handelsverkeer met niet-overeenkomstsluitende Landen gerechtigd af te wijken van haar verplichtingen inzake het merken van de kaas zoals bedoeld in de artikelen 6 en 8, wanneer de wettelijke regelingen en/of de toestand op deze markten dit noodzakelijk maken.

Indien voor de export naar een niet-overeenkomstsluitend Land, het gebruik van de naam van een kaassoort volgens afdeling II van dit Protocol wordt geregeld op dezelfde wijze als volgens artikel 3 van de Overeenkomst, en indien dit gebruik een onvermijdelijk gevolg is van de toestand, ontstaan in dat Land tengevolge van de wettelijke regelingen, geven de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar wederzijdse verzekeringen dat zij elkaar in uitzonderingsgevallen afwijkingen van de officiële voorschriften zullen toestaan; tegelijkertijd zullen zij echter trachten, — en zij verbinden zich hiertoe — de moeilijkheid die aanleiding tot deze afwijkingen vormde, zo spoedig mogelijk op te lossen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidene Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Stresa op 1 Juni 1951, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één exemplaar, dat in de archieven van de Regering van de Italiaanse Republiek zal worden nedergelegd. De Regering van de Italiaanse Republiek zal aan alle ondertekenende en tot de Overeenkomst toetredende Regeringen gewaarmerkte afschriften doen toekomen.

Voor Oostenrijk:

(a. r.) E. M. WUNDER

Voor België:

Voor Denemarken:

T. BULL ¹⁾

Voor Frankrijk:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Voor Italië:

ANTONIO PENNETTA

Voor Noorwegen:

INGE MORK ²⁾

Voor Nederland:

P. N. BOEKEL ³⁾

Voor Zweden:

INGE MORK ⁴⁾

Voor Zwitserland:

LANGHARD

¹⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van afdeling II (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is ingetrokken op 23 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

²⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van afdeling II (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Het voorbehoud „ad referendum” is vervallen door de bekrachtiging op 31 Augustus 1951, het andere voorbehoud bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

³⁾ Deze ondertekening is geschied op 18 Juli 1951.

⁴⁾ Deze ondertekening is geschied „ad referendum” (Protocol van Ondertekening, afdeling I) en met voorbehoud ten aanzien van afdeling II (Protocol van Ondertekening, afdeling II). Dit laatste voorbehoud is ingetrokken bij Protocol van 18 Juli 1951, afdeling II.

PROTOCOL VAN ONDERTEKENING

De Overeenkomstsluitende Partijen zijn het volgende overeengekomen:

I. De Vertegenwoordigers van de vier volgende Staten: Oostenrijk, Denemarken, Noorwegen en Zweden, verklaren deze Overeenkomst en het daarbij behorende Protocol „ad referendum” te ondertekenen. In overleg met de bovengenoemde Staten is overeengekomen dat binnen twee maanden, te rekenen van de dag van ondertekening van deze Overeenkomst, deze Staten ieder afzonderlijk hun beslissing op dit punt aan de Regering van de Italiaanse Republiek kenbaar zullen maken.

II. De Vertegenwoordigers van de drie volgende Staten: Denemarken, Noorwegen en Zweden, verklaren deze Overeenkomst en het daarbij behorende Protocol te ondertekenen onder bijzonder voorbehoud ten aanzien van de beide volgende bepalingen:

- a) Tweede lid van artikel 4 van de Overeenkomst.
- b) Afdeling II van het bij de Overeenkomst behorende Protocol.

III. De andere Overeenkomstsluitende Partijen verklaren dat zij de onder no. II a) en b) genoemde voorbehouden niet aanvaarden en zijn dienaangaande het volgende overeengekomen:

A. Wat betreft het voorbehoud, gemaakt ten aanzien van het tweede lid van artikel 4 van de Overeenkomst, is overeengekomen dat er een Conferentie zal worden gehouden van de Vertegenwoordigers der Regeringen van de Staten die, op het ogenblik dat deze Conferentie plaats vindt, de Overeenkomst ondertekend hebben, en dat zij zal worden gehouden in de tweede helft van Juli 1951 te 's-Gravenhage, mits de Nederlandse Regering aan deze keuze haar goedkeuring hecht. Zij zal tot doel hebben een oplossing te vinden voor het probleem dat tot de opneming van bedoeld voorbehoud aanleiding heeft gegeven. Aan de drie Staten, die dit voorbehoud hebben gemaakt, wordt een termijn van drie maanden, met ingang van de dag van ondertekening van deze Overeenkomst, toegestaan, om ieder afzonderlijk aan de Regering van de Italiaanse Republiek kenbaar te maken of zij het intrekken dan wel handhaven.

B. Wat betreft het voorbehoud, gemaakt ten aanzien van afdeling II van het bij de Overeenkomst behorende Protocol, is overeengekomen, dat aan de Staten, die dit voorbehoud hebben gemaakt, een termijn van drie maanden, met ingang van de dag van ondertekening van deze Overeenkomst, is toegestaan, om ieder afzonderlijk aan de Regering van de Italiaanse Republiek kenbaar te maken of zij het intrekken dan wel handhaven.

C. De hoedanigheid van Overeenkomstsluitende Partij zal worden toegekend aan die der drie Staten, welke de beide door hen gemaakte voorbehouden hebben ingetrokken.

IV. De Overeenkomstsluitende Partijen zijn wijders overeengekomen, tot ondertekening van deze Overeenkomst die Staten toe te laten, welke tot de Diplomatieke Conferentie te Stresa waren uitgenodigd, aan haar werkzaamheden hebben deelgenomen en heden de Overeenkomst niet hebben ondertekend. Deze Staten zijn België, Nederland en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland.

Hun ondertekening is geldig wanneer zij uiterlijk op 15 Juni 1951 te Rome, op het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Italiaanse Republiek, is geschied.

Met ingang van 16 Juni 1951 valt iedere toetreding tot deze Overeenkomst onder het bepaalde van artikel 10 der Overeenkomst.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidene Regeringen, dit Protocol van Ondertekening hebben ondertekend.

GEDAAN te Stresa op de eerste Juni 1951, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één exemplaar, dat in de archieven van de Regering van de Italiaanse Republiek zal worden nedergelegd. De Regering van de Italiaanse Republiek zal aan alle ondertekenende en tot de Overeenkomst toetredende Regeringen gewaarmerkte afschriften doen toekomen.

Voor Oostenrijk:

(a. r.) E. M. WUNDER

Voor België:

Voor Denemarken:

T. BULL

Voor Frankrijk:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Voor Italië:

ANTONIO PENNETTA

Voor Noorwegen:

INGE MORK

Voor Nederland:

P. N. BOEKEL ¹⁾

Voor Zweden:

INGE MORK

Voor Zwitserland:

LANGHARD

PROTOCOL

De Overeenkomstsluitende Partijen, met uitzondering van Oostenrijk, dat hier niet is vertegenwoordigd, die op 1 Juni 1951 te Stresa de Internationale Overeenkomst voor het gebruik van de aanduidingen van herkomst en van de benamingen van kaassoorten hebben ondertekend, alsmede Nederland, zijn het volgende overeengekomen:

I. De termijn, in afdeling I van het Protocol van Ondertekening toegestaan aan de vier Staten die „ad referendum” hebben ondertekend, wordt verlengd tot 1 September 1951.

II. De twee in de afdelingen II en III genoemde voorbehouden worden ingetrokken door de Staten die hen hebben gemaakt; derhalve wordt de status van Overeenkomstsluitende Partij toegekend aan deze Staten, te weten: Denemarken, Noorwegen en Zweden.

III. Met betrekking tot de tweede alinea van artikel 4 der Overeenkomst wordt het volgende nader bepaald:

a) in geval de volgende Overeenkomstsluitende Partijen: Denemarken, Noorwegen en Zweden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van de Overeenkomst, een benaming zouden gebruiken welke, krachtens het Protocol van 1 Juni 1951 en dit Protocol, door een andere Overeenkomstsluitende Partij in Bijlage B is opgenomen, zal haar een termijn van drie jaar, met ingang van heden, worden toegestaan om het vetgehalte van haar kaas in overeenstemming te brengen met het vetgehalte, genoemd in de in Bijlage B te vermelden kenmerken;

b) in overeenstemming met de te Stresa aan artikel 4 van de Overeenkomst gegeven uitlegging en ongeacht de bescherming, verleend aan de in dat artikel vermelde benamingen, kunnen nieuwe benamingen worden gegeven aan kaassoorten die dezelfde kenmerken hebben als die, welke vermeld zullen worden voor een kaassoort die reeds vroeger in Bijlage B is opgenomen; deze nieuwe benamingen

¹⁾ Deze ondertekening is geschied op 18 Juli 1951.

kunnen worden opgenomen in Bijlage B, in overeenstemming met de voorschriften van artikel 5 der Overeenkomst; het is echter wenselijk, dat de voor deze nieuwe benamingen te vermelden kenmerken zo veel mogelijk verschillen van die welke reeds in Bijlage B zijn opgenomen, met dien verstande, dat een verschil in de voor het vetgehalte gestelde grenzen geacht zal worden een voldoende onderscheiding te zijn.

IV. De in afdeling IV van het Protocol van Ondertekening vastgestelde termijn, gedurende welke de Overeenkomst voor de drie volgende Staten: België, Nederland en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, ter ondertekening openstaat, wordt met vier maanden verlengd tot 15 October 1951.

V. De volgende toevoegingen en de volgende wijziging worden aangebracht in de lijst van kaasbenamingen, vermeld in afdeling III van het bij de Overeenkomst behorende Protocol, en worden opgenomen in Bijlage B:

a) toevoegingen:

Gouda (Nederland)
 Edam (Nederland)
 Leidse kaas (Nederland)
 Friese kaas (Nederland)
 Fynbo (Denemarken)
 Elbo (Denemarken)
 Tybo (Denemarken)
 Havarti (Denemarken)
 Danablu (Denemarken)
 Marmora (Denemarken)
 Ädelost (Zweden)
 (Noblecheese)

b) wijziging:

Danbo (Denemarken) ter vervanging van Danoe.

VI. Nader wordt bepaald, dat de bepaling van de tweede alinea van artikel 2 der Overeenkomst betrekking heeft op het gebruik van het woord „kaas” ter aanduiding van melkproducten of producten die zouden kunnen worden verward met kaas als bedoeld in de bepalingen van de artikelen 1, 2 en 7 der Overeenkomst, en niet op het figuurlijke gebruik ter aanduiding, bijvoorbeeld, van vleesproducten, zoals „Fromage de porc” of „Fromage de tête” (Hoofdkaas).

VII. Dit Protocol staat open tot 15 October 1951 ter ondertekening door Oostenrijk, België en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland.

VIII. Dit Protocol vormt een wezenlijk deel van de Overeenkomst en de Protocollen welke op 1 Juni 1951 te Stresa zijn ondertekend en is onderworpen aan de daarin genoemde bepalingen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidene Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, de achttiende Juli 1951, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een exemplaar, dat in de Archieven van de Italiaanse Republiek zal worden nedergelegd. De Regering van de Italiaanse Republiek zal aan alle ondertekenende en tot de Overeenkomst toetredende Regeringen gewaarmerkte afschriften doen toekomen.

Voor Oostenrijk:

Voor België:

Voor Denemarken:

T. LOHSE

Voor Frankrijk:

PAUL LE MINTIER DE LEHELEC

Voor Italië:

ANTONIO PENNETTA

Voor Noorwegen:

INGE MORK

Voor Nederland:

P. N. BOEKEL

Voor Zweden:

E. CARLBERG

Voor Zwitserland:

LANGHARD

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal, ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 10 van de Overeenkomst is bij de Regering van de Italiaanse Republiek de akte van bekrachtiging nedergelegd van

Noorwegen 31 Augustus 1951.

G. INWERKINGTREDING

Ingevolge artikel 10 van de Overeenkomst zal deze in werking treden dertig dagen nadat vier ondertekenende Staten hun akten van bekrachtiging bij de Regering van de Italiaanse Republiek zullen hebben nedergelegd.

J. GEGEVENS

Het Internationale Gerechtshof, waarnaar verwezen wordt in artikel 9 van de Overeenkomst, is ingesteld krachtens artikel 7, lid 1, van het Handvest der Verenigde Naties, op 26 Juni 1945. Zie *Staatsblad* No. F 321 en de *Tractatenbladen* 1951 No. 44 en No. 90 en 1952 No. 9.

Uitgegeven de drie en twintigste April 1952.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

W. DREES.